



L'ENGAGEMENT DE L'AFRIQUE

RÉSUMÉ

Nairobi, le 14 mars 2019

Répondant à l'invitation du président de la République du Kenya, M. Kenyatta, du président de la République française M. Macron, du Secrétaire général des Nations unies, M. Guterres et de la présidente par intérim du groupe de la Banque mondiale, Mme Kristalina Georgieva, la coalition « *One Planet Summit* » s'est réunie le 14 mars à Nairobi, au Kenya, pour la première édition régionale du *One Planet Summit* avec des chefs d'État et de gouvernement, des ministres, des entrepreneurs, des donateurs, des organisations internationales et d'autres parties prenantes venant de toutes les sphères de la société et des institutions.

En amont du sommet sur le climat de 2019 organisé par le Secrétaire général de l'Onu, ce sommet est une occasion de souligner le rôle unique de l'Afrique en tant que partenaire mondial à la fois victime des dérèglements climatiques et porteur de solutions face à ces bouleversements. Des intervenants du secteur public et du secteur privé, venant spécifiquement d'Afrique, ont présenté des projets phares visant à accélérer et à accroître les mesures en faveur du climat afin d'apporter des résultats concrets aux populations en Afrique, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables et de favoriser la résilience, l'adaptation et la biodiversité.

Tandis que le continent africain connaît une forte perte de biodiversité, le sommet a insufflé un élan politique quant à la nécessité de prendre rapidement des mesures pour la conservation et la préservation des forêts en Afrique. Le président Uhuru Kenyatta et le président Emmanuel Macron ont lancé conjointement un « appel à l'action en faveur de la conservation et la préservation des forêts » auquel se sont joints des ministres africains, des chefs de délégation de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement, des dirigeants du secteur privé et des organisations de la société civile avec le soutien d'organisations internationales. L'objectif est de prendre immédiatement et volontairement des mesures qui contribuent à mettre fin à la déforestation, à recenser les situations critiques et à mettre en œuvre des stratégies globales permettant d'appliquer des solutions concrètes.

Ce sommet a mis l'accent sur deux domaines prépondérants : l'accès aux énergies renouvelables et la protection des écosystèmes en Afrique afin d'encourager et de soutenir une croissance durable tout en améliorant la résilience des populations vulnérables.

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les participants à la conférence ont reconnu que l'accès à l'électricité est un point clé du développement en Afrique. Ils ont salué les solutions innovantes mises en place sur le continent, qui ont alimenté des zones rurales et réduit les coûts de production de secteurs à haut rendement.

Ils ont mis en exergue des nouveaux modèles économiques fondés sur des énergies renouvelables, des solutions décentralisées et des nouvelles démarches orientées sur les consommateurs qui offrent des perspectives technologiques pour améliorer l'accès des ménages aux énergies renouvelables.

Les participants se sont également engagés à soutenir les nouveaux modèles économiques et à accroître les actions sur un éventail de leviers stratégiques : politiques publiques pour instaurer des cadres d'application (harmonisation et simplification des contrats), formation, accélération des financements - réorienter des investissements importants du secteur privé, avec une utilisation plus efficace de l'argent public (mécanismes de réduction des risques) - et la collaboration entre les partenaires sur secteur public et privé.

LA PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES EN AFRIQUE

Les participants ont présenté de nouveaux modèles économiques visant à promouvoir des sociétés plus résilientes, une utilisation durable des terres et la préservation de la biodiversité en s'appuyant sur des solutions fondées sur la nature et la collaboration des partenaires afin de renforcer la préservation des forêts, des zones arides et côtières.

Pour finir, les participants ont souligné que la recherche et l'enseignement en faveur d'une utilisation durable des terres ont nettement fait des progrès même si des problèmes demeurent et doivent être résolus. Ils ont également indiqué que les solutions fondées sur la nature devraient être mieux intégrées.

ENGAGEMENTS

Les annonces suivantes renforcent les 12 engagements initiaux pris lors du premier One Planet Summit à Paris. À Nairobi, la coalition One Planet Summit a pris des mesures spécifiques en ce qui concerne : les révolutions sectorielles vers une économie décarbonée (engagement n° 6), la mobilisation internationale des banques de développement (engagement n° 10), la protection des terres et des ressources en eau face aux effets du dérèglement climatique (engagement n° 2) et la mobilisation de la recherche et de la jeunesse en faveur du climat (engagement n° 3).

LES BANQUES MULTILATÉRALES ET DE DÉVELOPPEMENT PRENNENT DES MESURES EN FAVEUR DU CLIMAT EN AFRIQUE

- La Banque mondiale va doubler son soutien à l'adaptation au changement climatique en Afrique, soit un montant de 22,5 milliards USD pour la période 2021-2025, dont plus de la moitié sera destinée à l'adaptation et à la résilience (entre 12 et 12,5 milliards USD). La Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) continueront également d'accroître leur ambitieux soutien aux actions en faveur du climat en Afrique. Dans le cadre du partenariat sur les contributions nationales (CND) et du soutien du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), la Banque mondiale s'impliquera intensivement

en matière de CDN du Rwanda et du Kenya afin d'en accélérer la mise en œuvre, de relever le niveau d'ambition et d'intégrer l'adaptation au changement climatique ainsi que les mesures d'atténuation des risques dans les principaux secteurs.

- La Banque africaine de développement mettra au moins 25 milliards de dollars de ses ressources à contribution pour le financement de projets climatiques au cours de la période 2020-2025. Par le biais de l'Africa Financial Alliance on Climate Change (AFAC), la Banque africaine de développement soutiendra des institutions financières africaines pour aligner les flux financiers sur l'Accord de Paris. La Banque africaine de développement lancera le projet « Green Baseload » dans le cadre du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA, Sustainable Energy Fund for Africa) pour apporter une assistance technique et des financements concessionnels afin d'encourager l'intégration et la promotion des énergies renouvelables en vue du remplacement de la production à base de charbon. La Banque africaine de développement a lancé une initiative d'une valeur de 10 milliards de dollars, intitulée « Desert to Power », dont l'objectif est de concevoir la plus vaste zone d'énergie solaire au monde au Sahel et d'alimenter 250 millions de personnes en électricité. Grâce à l'initiative de soutien des conditions déterminées au niveau national (CDN) en Afrique, la Banque apportera une assistance technique à 30 pays africains afin d'intégrer de façon coordonnée les CDN aux ODD et aux plans de développement national.
- France : L'Agence française de développement (AFD), en collaboration avec la Banque du commerce et du développement (BCD), a annoncé l'ouverture d'une nouvelle ligne de crédit d'une valeur de 120 millions de dollars entièrement dédiée au financement des projets climatiques.
- France : L'Agence française de développement (AFD) augmentera son financement des projets solaires de l'Alliance Solaire Internationale (ASI) pour atteindre 1,5 milliard de dollars d'ici 2022. Elle a également annoncé avoir atteint 1,6 milliard de dollars pour l'adaptation en 2018, dont 750 millions dédiés à l'Afrique.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SOCIÉTÉS ET DES ÉCOSYSTÈMES AFRICAINS

- Les Fonds carbone Livelihoods doublent leur investissement dans le projet Livelihoods-Hifadhi pour atteindre un total de 8 millions d'euros. L'ensemble du projet améliorera les conditions de vie de 600 000 personnes, sauvera 2 400 hectares de forêts et évitera environ 3,5 millions de tonnes d'émissions de CO₂. En kiswahili, « Hifadhi » signifie « préserver ». Le projet Livelihoods-Hifadhi doit son nom aux deux objectifs suivants : préserver les forêts pour lutter contre le changement climatique et préserver la santé des femmes et des jeunes filles.
- Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a annoncé plusieurs nouveaux programmes phares accordant une attention toute particulière à l'Afrique dans le cadre de son nouveau cycle d'investissement quadriennal « FEM-7 » : (i) le Programme d'impact sur la gestion durable des forêts mobilisera près de 150 millions de dollars pour les forêts africaines du bassin du Congo ainsi que des forêts de terres arides majeures, afin de garantir l'intégrité de ces écosystèmes essentiels et de leur contribution fondamentale aux moyens de subsistance locaux ; (ii) le Programme mondial sur l'alimentation, l'utilisation des sols et la restauration mobilisera quelque 125 millions de dollars pour l'Afrique ; (iii) le Programme de lutte contre le commerce illicite des espèces sauvages apportera plus de 50 millions de dollars ; (iv) et le Programme d'impact sur les villes durables fournira environ 40 millions de dollars. Enfin, le FEM apportera son soutien au Partenariat mondial d'action contre la pollution plastique avec la participation du Ghana, qui est le premier pays africain à être impliqué. Il soutiendra également l'Alliance africaine E-Waste en s'appuyant sur son récent investissement au Nigéria.
- Initiative Lion's share (programme de développement des Nations unies) : le partenaire JCDecaux, la plus grande entreprise de médias urbains, a rejoint le Fonds Lion's Share, une initiative unique rassemblant des fonds indispensables pour favoriser la conservation de la faune et de la flore sauvages et lançant un appel mondial pour que d'autres entreprises se joignent à elle.

- La Suède a annoncé un engagement d'une valeur de 700 millions de SEK (66,3 millions d'euros) : (i) La Nordic Environment Finance Corporation (NEFCO) et l'Agence suédoise de développement et coopération internationale (SIDA) coopéreront pour développer des solutions d'électricité hors-réseau dans les pays d'Afrique subsaharienne par approvisionnement à impact social. La Suède fera un premier investissement de 500 millions de SEK (environ 48 millions d'euros), (ii) la Suède contribuera ensuite à l'adaptation aux changements climatiques en Afrique avec un nouvel investissement de 100 millions de SEK au Fonds d'adaptation (FA) et (iii) la Suède participera à nouveau au Fonds pour les pays les moins avancés à hauteur de 100 millions de SEK.
- France : L'Agence française de développement (AFD) lancera un projet de biodiversité (10 millions d'euros) pour aider 16 pays à développer leurs stratégies de biodiversité nationales en collaboration avec WWF et l'UICN.

LES CHAMPIONS D'AFRIQUE INVESTISSENT DANS DES INFRASTRUCTURES DURABLES

- L'Alliance mondiale pour les villes intelligentes en Afrique (GASCA) a annoncé l'élargissement de l'accès à des énergies propres et à la connectivité via un programme de réverbères intelligents (R20, Solektra, Di Caprio Foundation, Société Générale, JCDecaux et Signify).
- Le Fonds infra-national sur le climat pour l'Afrique s'est engagé à rassembler 350 millions de dollars en 4 ans pour financer le développement de projets d'infrastructures à faible émission de carbone (zéro déchet, énergie renouvelable décentralisée et rendement énergétique) en Afrique. Annoncé à New York lors du One Planet Summit organisé en septembre 2018 par le R20 et l'investisseur à impact social BlueOrchard Finance, la banque d'export-import africaine basée en Égypte (Afreximbank), le Fonds vert pour le climat, la Commission européenne et la Convention des maires mondiales, avec le soutien d'AfroChampions, ce nouveau Fonds pour le climat est le premier moteur d'investissement aux financements multiples du genre impliquant des investissements africains pour le climat.

WWW.ONEPLANETSUMMIT.FR

@oneplanetsummit

#oneplanetsummit